

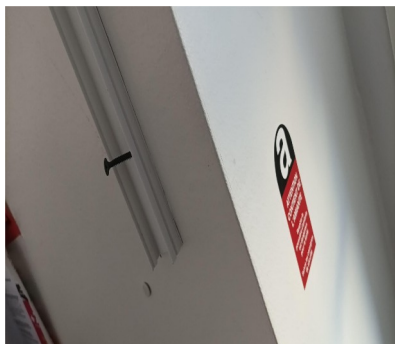


DRAME EN TROIS ACTES

La section 44 a subi une nouvelle péripétie, heureusement sans conséquences.

Premier acte : à l'occasion de travaux pour changer l'alarme, un Diagnostic Avant Travaux révèle la présence d'amiante dans les murs du local syndical CGT à Cambronne. Au passage, ce même mur subit depuis des années les assauts des punaises pour accrocher affiches et autres documents, tant pis.

Deuxième acte, un employé extérieur en charge du chantier trouve que c'est une bonne idée de fixer la nouvelle goulotte collée au mur avec des vis ! « Le temps que la colle prenne ».



Comme vous le voyez sur la photo, il y avait pourtant comme un indice ! La BILI a illico fait évacuer le local et demandé des analyses pour vérifier qu'il n'y avait pas eu d'émission de fibres dans la pièce. Si nous saluons, le sérieux

et la réactivité des collègues de la BILI 44 qui prennent très à cœur (et techniquement) cette question du risque Amiante, force est de constater que le risque zéro n'existe pas. La société intervenante avait été amplement briefée mais c'est sans compter sur le facteur humain. Le responsable des vis a pris la chose très à la légère, au grand dam de ses propres collègues et de son employeur.

Troisième acte : nous sommes resté·e·s SLF (Sans Local Fixe) pendant presque 5 jours ouvrés, le temps d'avoir le résultat des prélèvements. Cela a juste perturbé nos envois et explique le retard d'adressage du n°607 d'Antidote ! Tout est rentré dans l'ordre.

TOUT VA TRÈS BIEN MADAME LA MARQUISE

Les plus jeunes d'entre vous n'auront peut-être pas la réf, mais c'est vraiment représentatif des discours de la hiérarchie : tout va très bien !

La fusion des SIE nantais entraîne souffrance au travail et désorganisation mais le responsable de la Division des Professionnels, du Recouvrement de l'Impôt et des Amendes explique que cela s'inscrit « dans une logique de modernisation, de synergie et de renforcement du service rendu aux usagers » ! Il se félicite « d'une fusion qui coule de source ». Blague volontaire ou non autour des nouveaux noms des SIE Erdre et Loire, c'est particulièrement décalé

au vu des retours du vécu des collègues.

Dans la même veine, la DRFIP44 se félicite de l'obtention d'une médaille d'or au concours « Cube » pour la cité administrative Cambronne. On voit bien que ce n'est pas numéro 1 qui a subi les coupures de chauffages ou l'impossibilité d'avoir une température décente dans certains bureaux. Bientôt, Bercy va préconiser la suppression du chauffage pour lutter contre le réchauffement climatique.....et le coût du combustible.

SAC DE NŒUD AUTOUR DES EMPLOIS

La DRFIP 44 convoque un CSAL emplois le 17 mars. Dans les documents préparatoires règne un flou extrême sur la situation. Ainsi on nous présente la suppression de 9 emplois pour la DRFIP en 2026 mais, « le nouveau référentiel emplois » au 1er janvier 2026 sera ainsi de 1435 ETP, pour un effectif réel de 1355 ETP. Or l'année dernière, en 2025, nous avions 1481 emplois au TAGERFIP ! Alors, 9 ou 36 suppressions d'emplois ?

Si cela ne concerne concrètement que des chaises vides, ce nouveau calcul des emplois entérine une baisse définitive des postes disponibles. Un bon moyen de résorber nos « problèmes d'attractivité » mais pas d'améliorer la situation des services.

Il manque au moins 80 agent·e·s !

À L'ÉCOUTE DES CONTRACTUEL·ES

La CGT Finances Publiques lance le mois des contractuel·es à la DGFIP. Le recrutement massif de contractuel·es est un phénomène très récent à la DGFIP mais devient un fait incontournable.



Par exemple, à la DRFIP 44, 15 % des agent·e·s C et B relèvent de ce type de contrat ! Pour la CGT, l'enjeu est de prendre en compte leurs réalités propres et construire avec leurs revendications. Au mois de février, la section 44 a organisé une réunion sur la pause méridienne avec une quinzaine de contractuel·es affecté·e·s dans les SIP nantais et au

SDIF. Cette rencontre leur a permis d'exprimer leur ressenti et leurs attentes, notamment en matière de formation ou de reconnaissance des expériences professionnelles antérieures. Nous allons continuer les échanges pour construire un cahier revendicatif local que nous présenterons à la direction.